

Brochure n° 3167

Convention collective nationale

IDCC : 2257. – CASINOS

AVENANT N° 29 DU 13 DÉCEMBRE 2018
RELATIF À L'ÉLARGISSEMENT DU CHAMP D'APPLICATION
DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1950303M

IDCC : 2257

Entre :

CDF ;

SCMF ;

ACIF,

D'une part, et

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

CGT CSD ;

FEC FO ;

INOVA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord a pour objet d'élargir le champ d'application de la convention collective nationale des casinos.

Article 1^{er}

Élargissement du champ d'application aux clubs de jeux

Les partenaires sociaux ont décidé d'élargir le champ d'application de la convention collective nationale aux clubs de jeux.

Les clubs de jeux sont ceux mentionnés au V de l'article 34 de la loi du 28 février 2017.

Les dispositions de l'article 1^{er} « Champ d'application » sont modifiées comme suit :

- « Le champ d'application de la présente convention concerne les salariés composant le personnel :
 - des casinos autorisés et des autres activités expressément visées par le cahier des charges dès lors que l'activité de casino correspond à l'activité principale de la société dont le code NAF est 927A et le code NACE est 92-00 Z ;
 - des clubs de jeux.

Le champ d'application géographique est constitué par la France métropolitaine et les départements d'outre-mer. »

Article 2

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et s'appliquera au premier jour du mois qui suit la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 3

Révision et dénonciation

Le présent accord pourra être dénoncé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Il pourra également être révisé conformément aux dispositions légales ; il pourra être révisé à tout moment à la demande de l'une ou de plusieurs des organisations syndicales de salariés représentatives ou organisations syndicales d'employeurs ; toute demande de révision devra être portée à la connaissance de l'ensemble des organisations syndicales représentatives par lettre recommandée avec avis de réception et être accompagnée d'un projet sur l'article concerné. Les négociations débiteront dans un délai maximum de 3 mois après la date de réception de la demande de révision.

Article 4

Mesures de publicité et de dépôt

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt conformément aux articles L. 2231-6, L. 2261-1 et D. 2231-2 du code du travail.

Article 5

Extension

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Fait à Paris, le 13 décembre 2018.

(Suivent les signatures.)